WIN EXPERTISE CONSEIL

LE DÉCRYPTAGE ÉCO & BUSINESS
DE WIN EXPERTISE CONSEIL

L'ŒIL DE L'EXPERT

NOTE STRATÉGIQUE
N°2026-021
SEMAINE 46 · 9–15 NOVEMBRE 2026

EXPERTISE COMPTABLE · COMMISSARIAT AUX COMPTES — CÔTE D'IVOIRE



Photo : Stephane Awero / Wikimedia Commons, CC BY 2.0

À LA UNE · ÉNERGIE, MINES ET INFRASTRUCTURES

MINES ET ÉNERGIE EN MARCHE, MÉTRO ET BRT DATÉS, DROIT OHADA DURCI.

La PIRME vise 11 400 MW en 2040, la centrale d'Atinkou et la mine d'or de Koné sont inaugurées, le métro et le BRT entreront en service début 2029, et le Sénat durcit la répression des infractions au droit OHADA. Ce que cela change pour votre entreprise, et ce qu'il faut préparer dès maintenant.

ANALYSER P. 3–8
Six actualités décryptées par l'expert-comptable.

DÉCIDER P. 9–11
La matrice des actions et les points d'actualité.

AGIR P. 12–13
Formalisation, conformité OHADA, nomination du CAC.

OUTILS P. 14–24
Agenda, fiscalité, OHADA, CAC, taux.



Photo : Dadrik / Wikimedia Commons, CC BY-SA 4.0

ÉDITO

CHERS DIRIGEANTS, LA SEMAINE EN UN COUP D'ŒIL

La Côte d'Ivoire affiche à la mi-novembre 2026 une intensité de développement économique et infrastructurel majeure.

Le secteur extractif et énergétique prend une dimension stratégique historique avec la nouvelle **Politique intégrée des ressources minérales et de l'énergie (PIRME)**, qui vise 11 400 MW de puissance installée d'ici 2040. Elle se concrétise dès cette semaine avec l'inauguration de la centrale thermique d'Atinkou et de la plus grande mine d'or du pays, à Koné. À Abidjan, la visibilité est désormais totale : le métro et le BRT Yopougon-Bingerville entreront en service début 2029, avec d'immenses perspectives pour les opérateurs privés. Enfin, le Sénat renforce la sécurité juridique des affaires en adoptant la réforme de la répression des infractions aux Actes uniformes de l'OHADA.

11 400 MW
de puissance électrique installée visés d'ici 2040 (PIRME).

95 %
de contenu local visé d'ici 2035 dans les mines et l'énergie.

265 Md FCFA
pour la centrale thermique d'Atinkou (390 MW).

500+ Md FCFA
investis dans la mine d'or de Koné.

66 %
d'exécution pour la ligne 1 du métro d'Abidjan.

18 466,1 Md
de FCFA : le budget 2027 de l'État, +6,4 %.



TIÉBA IBRAHIM COULIBALY DEC FRANCE

- Expert-comptable diplômé et commissaire aux comptes
- Expert judiciaire près les cours d'appel et tribunaux de Côte d'Ivoire
- Mandataire judiciaire près les mêmes juridictions
- Manager accrédité en passation des marchés publics (MSPM®)
- Certificat RSE & développement durable
- Valorisation des titres de propriété intellectuelle

Plus de 24 ans d'expérience (CONEXA Paris, KPMG Normandie, Cabinet Cercle), dont 10 ans de conseil opérationnel dans le secteur pétrolier. Il accompagne les dirigeants de TPE-PME dans leur performance économique, leur conformité et leur structuration patrimoniale.

INDUSTRIE · PÉTROLE · COMMERCE · MÉDICAL · PUBLICITÉ · ÉDUCATION · SERVICES · ASSOCIATIONS · SECTEUR PUBLIC



Photo : Magharebia / Wikimedia Commons, CC BY 2.0

1.1 · STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE & MINIÈRE

LA PIRME LANCÉE, ATINKOU ET KONÉ EN PRODUCTION

LE FAIT

Le gouvernement a dévoilé sa **Politique intégrée des ressources minérales et de l'énergie (PIRME)** : doubler la richesse générée par ces secteurs d'ici 15 ans, avec un contenu local porté à **95 % d'ici 2035**. Cette semaine, deux inaugurations l'ont concrétisée.

Atinkou 390 MW
Centrale thermique, Jacqueville
265 milliards de FCFA d'investissement.

Koné mine d'or
Département de Kani, Montage Gold
Plus de 500 milliards de FCFA investis : la plus grande mine d'or du pays.

L'ANALYSE

L'INDUSTRIALISATION DE LA CHAÎNE EXTRACTIVE FAIT EXPLOSER LA DEMANDE DE CONTENU LOCAL.

L'objectif de 95 % de biens et services produits localement d'ici 2035 est un appel direct aux PME nationales. Pour capter des contrats de sous-traitance de plusieurs milliards de FCFA, une comptabilité aux normes et des états financiers audités sont devenus le prérequis exigé par les donneurs d'ordres internationaux.

95 % DE CONTENU LOCAL : LES MÉTIERS APPELÉS

Objectif 2035
biens et services locaux



BTP
Génie civil, voiries, bâtiments.

MAINTENANCE
Entretien industriel des sites.

LOGISTIQUE
Transport, stockage, approvisionnement.

SÉCURITÉ
Gardiennage des sites et des flux.

RESTAURATION
Bases-vie et cantines.

L'ACTION RECOMMANDÉE PAR WIN

Faites auditer vos comptes et formalisez vos procédures qualité et RSE pour être référencé comme fournisseur agréé des industries extractives : les inaugurations sont en cours, les référencements aussi.

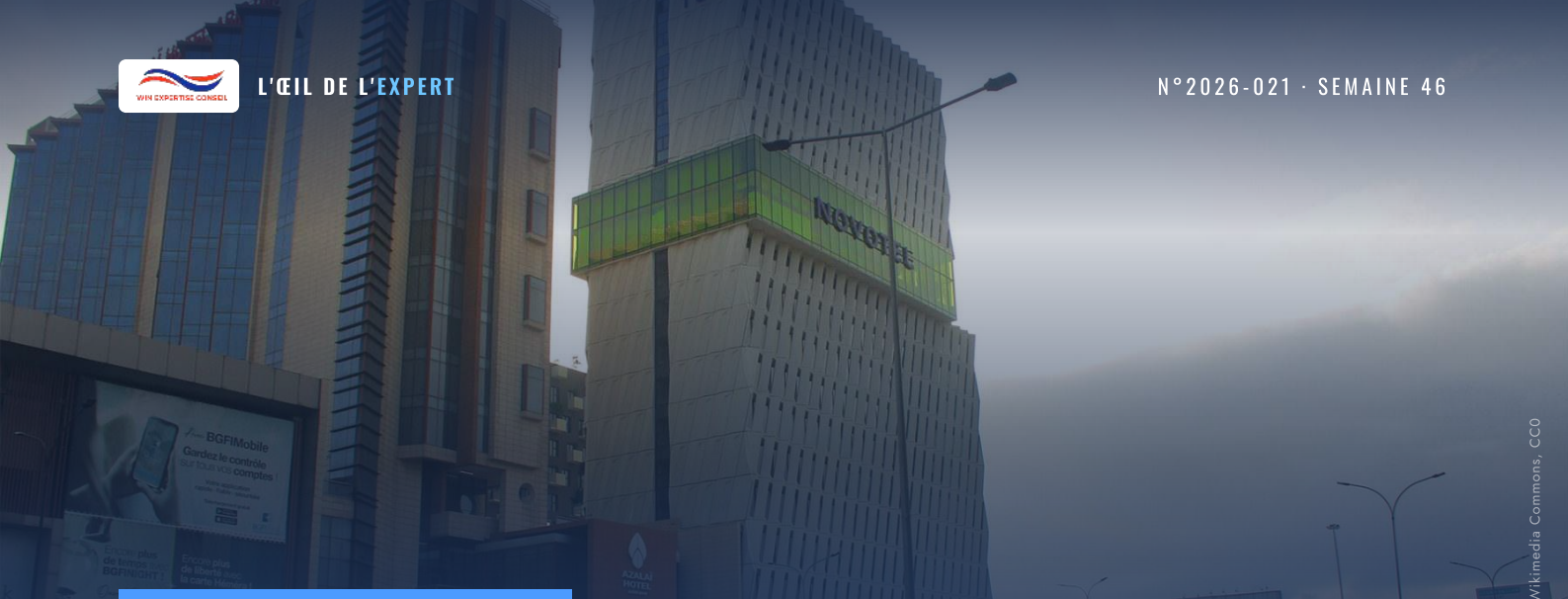


Photo : Bc laprod / Wikimedia Commons, CC0

1.2 · INFRASTRUCTURES & MOBILITÉ

MÉTRO ET BRT : EN SERVICE DÉBUT 2029

LE FAIT

Lors de visites de terrain, les membres du gouvernement ont confirmé la **mise en service commerciale simultanée**, au début de l'année 2029, de la ligne 1 du métro d'Abidjan et du corridor Bus Rapid Transit (BRT) Yopougon-Bingerville, avec des ouvrages intermédiaires livrés dès le 1er trimestre 2027.

Métro ligne 1

Exécuté à **66 %**, pour **540 000 voyageurs par jour**. Axe Anyama — Port-Bouët.

BRT 316 Md FCFA

Corridor de bus rapide **Yopougon — Bingerville**, 316 milliards de FCFA d'investissement.

LE CALENDRIER CONFIRMÉ

2026
CHANTIERS EN COURS
Métro exécuté à 66 %.

→

T1 2027
PREMIERS OUVRAGES
Livraison des ouvrages intermédiaires.

→

Début 2029
MISE EN SERVICE
Métro et BRT ouverts ensemble au public.

L'ANALYSE

LA GÉOGRAPHIE COMMERCIALE D'ABIDJAN SE REDESSINE.

Le chef du gouvernement a explicitement invité les opérateurs privés à investir dans les espaces commerciaux des futures grandes gares. Promoteurs, enseignes de distribution et prestataires de services doivent anticiper dès maintenant leur stratégie d'implantation foncière et commerciale le long des axes **Anyama — Port-Bouët** et **Yopougon — Bingerville**.

L'ACTION RECOMMANDÉE PAR WIN

Modélisez vos plans de financement avec notre cabinet pour acquérir des emplacements commerciaux stratégiques le long des futurs axes de transport, avant que les prix ne suivent les gares.



Photo : Kruglovsasha / Wikimedia Commons, CC BY-SA 3.0

1.3 · INDUSTRIE AUTOMOBILE

UNE PREMIÈRE USINE DE POIDS LOURDS À YOPOUGON

LE FAIT

Pose de la première pierre au **PK 27, zone industrielle de Yopougon**, de la première unité d'assemblage de véhicules poids lourds et gros engins du pays, portée par **Yeshi Group et Sinotruk**.

5 000
véhicules assemblés par an.

36 mois
au maximum pour livrer l'usine.

PK 27
zone industrielle de Yopougon.

UNE NOUVELLE CHAÎNE DE VALEUR À INTÉGRER

HÉVÉA NATIONAL
Une matière première disponible sur place.

→

ÉQUIPEMENTIERS LOCAUX
Plasturgie et pièces, que l'État veut attirer.

→

ASSEMBLAGE À YOPOUGON
Poids lourds et gros engins.

→

MINES ET BTP
Des équipements moins importés.

L'ANALYSE

SUBSTITUTION AUX IMPORTATIONS ET NOUVELLE SOUS-TRAITANCE INDUSTRIELLE.

Ce projet réduit la dépendance aux importations d'équipements lourds nécessaires aux mines et au BTP. Le gouvernement veut attirer des équipementiers locaux, notamment dans la plasturgie grâce à l'hévéa national : les PME industrielles ivoiriennes doivent se positionner pour intégrer cette nouvelle chaîne de valeur.

À RETENIR

Pour devenir fournisseur d'un constructeur, il faut des **comptes fiables, une capacité de production démontrée et des procédures qualité écrites**. Les 36 mois de chantier sont le temps qu'il faut pour s'y préparer.



Photo : Dadrik / Wikimedia Commons, CC BY-SA 4.0

1.4 · FINANCEMENT PME & INFORMEL

2 MILLIARDS DE GARANTIE POUR LES DIRIGEANTES DE PME

LE FAIT

La **SGPME** et le réseau **REMUCI** ont signé une convention de garantie de **2 milliards de FCFA** dédiée aux PME dirigées par des femmes. Parallèlement, le gouvernement a adopté le **Programme national de réduction de l'informalité (PNRI 2027-2030)** pour accompagner la migration des artisans et commerçants vers le secteur structuré.

CONVENTION SGPME – REMUCI

2 Md FCFA

De garantie pour les **PME dirigées par des femmes** : l'obstacle des garanties bancaires est levé pour les dirigeantes.

PNRI 2027-2030

4 ans

Pour faire passer **artisans et commerçants** de l'informel au secteur structuré, avec des mécanismes fiscaux et administratifs incitatifs.

DE L'INFORMEL AU FINANCEMENT

1 ACTIVITÉ INFORMELLE
Pas de statuts, pas de comptes : pas d'accès au crédit.

→

2 FORMALISATION
Le PNRI accompagne la migration vers le secteur structuré.

→

3 FINANCEMENT
Garanties et crédits, de plus en plus réservés aux entités formelles.

L'ANALYSE

SOUTIEN CIBLÉ À L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ ET INCITATION FORTE À LA FORMALISATION.

L'enveloppe de 2 milliards de FCFA chez REMUCI lève l'obstacle des garanties bancaires pour les dirigeantes. L'adoption du PNRI annonce des mécanismes fiscaux et administratifs incitatifs : **rester dans l'informel prive désormais les entrepreneurs des financements publics et privés**, de plus en plus réservés aux entités formelles.

SGPME
Société de garantie des PME : elle se porte garante auprès des banques.

REMUCI
Réseau partenaire de la convention, qui porte l'enveloppe de 2 milliards.

PNRI
Programme national de réduction de l'informalité, 2027-2030.



Photo : Alex Sirac / Wikimedia Commons, CC BY 4.0

1.5 · SÉCURITÉ JURIDIQUE

INFRACTIONS OHADA : LE SÉNAT DURCIT LA RÉPRESSION

LE FAIT

Les sénateurs ont adopté **à l'unanimité** le projet de loi modifiant la **loi n°2017-727 du 9 novembre 2017** portant répression des infractions prévues par les Actes uniformes du Traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA).

CE QUE LA RÉFORME VISE

des incriminations modernisées et harmonisées

Abus de biens sociaux

Utiliser les biens ou le crédit de la société contre son intérêt.

Défaut de comptes

Ne pas présenter les états financiers aux associés.

Pas de CAC

Ne pas nommer de commissaire aux comptes quand la loi l'impose.

L'ANALYSE

DURCISSEMENT DES SANCTIONS PÉNALES DES DIRIGEANTS EN CAS DE MAUVAISE GOUVERNANCE.

L'harmonisation et la modernisation des incriminations pénales exigent des dirigeants de sociétés commerciales une **vigilance juridique absolue**.

LE DIRIGEANT EXPOSÉ

- Registres légaux mal tenus.
- Comptes annuels non approuvés dans les délais.
- Seuils de nomination du CAC dépassés sans réaction.
- Confusion entre biens personnels et biens sociaux.

LE DIRIGEANT PROTÉGÉ

- ✓ Registres légaux à jour.
- ✓ Comptes approuvés en assemblée chaque année.
- ✓ Seuils CAC vérifiés avant chaque clôture.
- ✓ Patrimoine de la société clairement séparé.

L'ACTION RECOMMANDÉE PAR WIN · AUDIT DE CONFORMITÉ

Vérifiez la **régularité de vos registres légaux**, l'**approbation de vos comptes annuels** et vos **seuils d'obligation de nomination d'un CAC**. Le détail des seuils figure en annexe 6.



Photo : Zenman / Wikimedia Commons, CC BY-SA 3.0

1.6 · ZOOM BRVM

REPLI DE -0,58 %, LA CONSOMMATION RÉSISTE

LE FAIT

Semaine orientée à la baisse sur la place boursière régionale : **30 titres en baisse contre 13 en hausse**. Le volume hebdomadaire reste pourtant solide. Le secteur consommation de base résiste, tiré par Solibra CI et Sicable CI ; le secteur industriel recule et Sucrivoire poursuit sa chute.

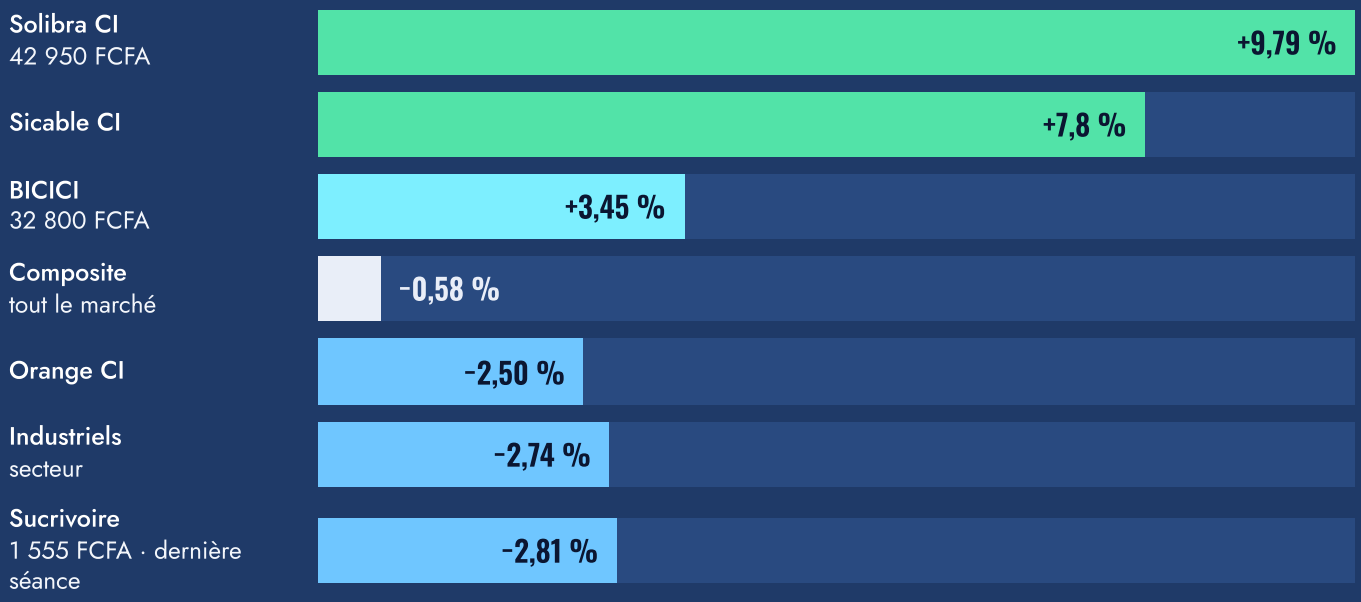
-0,58 %
BRVM Composite, à 515,94 points.

13 / 30
titres en hausse / en baisse.

7,89 Md
de FCFA échangés sur les actions.

+2,35 %
pour la consommation de base.

LES MOUVEMENTS DE LA SEMAINE



Barres proportionnelles à l'ampleur de la variation. Vert ou cyan : hausse ; bleu ciel : baisse.

L'ANALYSE

ARBITRAGE DÉFENSIF SUR LES VALEURS DE CONSOMMATION COURANTE.

La baisse reflète une prise de bénéfices prudente sur les valeurs industrielles et télécoms. Les trésoriers d'entreprise doivent privilégier la **sélectivité** : valeurs résilientes liées à la consommation domestique, ou dividendes bancaires solides (BICICI).



Photo : Kaedma / Wikimedia Commons, CC BY 4.0

2 · MATRICE DE DÉCISION

QUATRE ACTIONS À LANCER MAINTENANT

1.1 CERTIFICATION ET STRUCTURATION FINANCIÈRE

STRATÉGIE PIRME : OBJECTIF 95 % DE CONTENU LOCAL

POURQUOI MAINTENANT

Inauguration des mines et centrales en cours.

ATINKOU ET KONÉ INAUGURÉES

L'ACTION RECOMMANDÉE PAR WIN

Faites **auditer vos comptes** et formalisez vos **procédures qualité/RSE** pour être référencé comme fournisseur agréé dans les industries extractives.

1.2 PLANIFICATION D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS

LIVRAISON DES GARES DU MÉTRO ET DU BRT (2027-2029)

POURQUOI MAINTENANT

Appel officiel du gouvernement aux opérateurs privés.

OUVRAGES DÈS 2027

L'ACTION RECOMMANDÉE PAR WIN

Modélisez vos plans de financement avec notre cabinet pour acquérir des emplacements commerciaux stratégiques le long des futurs axes de transport.

1.4 LEVÉE DE FONDS POUR L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ

LIGNE DE GARANTIE DE 2 MD FCFA (SGPME – REMUCI)

POURQUOI MAINTENANT

Convention signée cette semaine et guichet ouvert.

GUICHET OUVERT

L'ACTION RECOMMANDÉE PAR WIN

Femme dirigeante de PME ? Sollicitez nos consultants pour **monter votre dossier de crédit garanti** et accélérer votre croissance.

1.5 AUDIT DE CONFORMITÉ JURIDIQUE ET COMPTABLE

RÉFORME PÉNALE DES INFRACTIONS AU DROIT OHADA

POURQUOI MAINTENANT

Adoption unanime du texte par le Sénat.

AVANT LA CLÔTURE 2026

L'ACTION RECOMMANDÉE PAR WIN

Vérifiez la **régularité de vos registres légaux**, l'approbation de vos comptes annuels et vos **seuils d'obligation de nomination d'un CAC**.



Photo : Hanay / Wikimedia Commons · CC BY-SA 3.0

POINTS D'ACTUALITÉ · 1/2

UEMOA, TÉLÉCOMS, JEUX DE HASARD

RÉFORMES DE L'UEMOA : 84,54 % MISES EN ŒUVRE EN 2025



12e revue annuelle des réformes, politiques, programmes et projets communautaires de l'UEMOA en Côte d'Ivoire.

96
réformes intégralement appliquées

39
partiellement exécutées

10
textes non encore mis en œuvre

Projet communautaire solaire (fourniture et installation d'équipements solaires, seul projet évalué en 2025) : indice moyen de performance de **53,76 %** en 2025 contre 40,03 % en 2024, soit **+13,73 points**.

FOCUS : L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE ET RÉGULÉE chiffres 2025

1 318 Md
de FCFA de chiffre d'affaires record pour les **télécoms et TIC**, pilier de la croissance.

922,25 Md
de FCFA de chiffre d'affaires pour les **jeux de hasard** (ARJH).

63,48 Md
de FCFA d'impôts et taxes directs reversés à l'État par les jeux de hasard.

AUSSI CETTE SEMAINE

ARJH · MINEURS
L'ARJH menace de **retirer l'autorisation** aux opérateurs qui font jouer des mineurs.

COP31
Présentation de **projets climatiques** ivoiriens.

IVOIRE TECH FORUM
Une édition axée sur l'**intelligence artificielle**.



Photo : Chuck Moravec / Wikimedia Commons, CC BY 2.0

POINTS D'ACTUALITÉ · 2/2

BUDGET 2027, TVA CAFÉ-CACAO SUSPENDUE

BUDGET DE L'ÉTAT 2027

18 466,1 Md FCFA

Enveloppe globale du budget 2027, **en hausse de 6,4 %** par rapport à 2026.

814,787 Md FCFA

Budget 2027 du **ministère de l'Économie et des Finances**, adopté à l'Assemblée nationale.

Dans l'examen du projet de loi de finances 2027, la Commission des affaires économiques et financières (CAEF) de l'Assemblée nationale a étudié les portefeuilles rattachés à la mission « Pouvoirs publics, organes de souveraineté et gouvernance » et validé les enveloppes des départements ministériels.

CAFÉ-CACAO : LA TVA SUSPENDUE POUR LA CAMPAGNE 2026-2027

Les entreprises de la filière sont informées que l'application de la TVA est **suspendue au titre de la campagne 2026-2027** pour quatre opérations assimilées à des exportations :

1 · MAGASINAGE & CONTRÔLE

Magasinage des marchandises destinées à l'export, en transit ou transbordement ; contrôle technique du poids et de la qualité des marchandises exportées.

2 · SACS DE JUTE ET DE SISAL

Vendus aux exportateurs et aux sociétés de la filière café-cacao, exclusivement pour le conditionnement de ces produits.

3 · EMBALLAGES

Vendus aux exportateurs de produits agricoles, bruts ou transformés, exclusivement pour conditionner les produits effectivement exportés.

4 · USINAGE

L'usinage portant sur le café ou le cacao.

À VÉRIFIER DANS VOTRE FACTURATION

Prestataires de la filière : assurez-vous que vos factures de la campagne 2026-2027 appliquent bien la suspension sur ces quatre opérations.



Photo : Georges Hermann Nhiale Nhiale / Wikimedia Commons, CC BY-SA 4.0

3.1 · L'ACCOMPAGNEMENT WIN

SORTIR DE L'INFORMEL, SE METTRE EN RÈGLE OHADA

PNRI 2027-2030

Le gouvernement a adopté le **Programme national de réduction de l'informalité** pour accompagner la migration des artisans et commerçants vers le secteur structuré.

RÉFORME PÉNALE OHADA

Le Sénat a adopté le **durcissement de la répression des infractions** aux Actes uniformes de l'OHADA.

LE MESSAGE DU CABINET

L'environnement des affaires ivoirien exige désormais une **rigueur totale** de la part des chefs d'entreprise. Ne laissez pas une faille administrative freiner votre croissance ou **exposer votre responsabilité personnelle**.

NOS PÔLES SPÉCIALISÉS, PARTOUT EN CÔTE D'IVOIRE

01

WIN Juridique & Création
Formalisation complète de votre structure (SARL, SAS, SA) en quelques clics sur monentreprise.win-expertise.net.

02

WIN Audit & Expertise
Mise à jour comptable selon le SYSCOHADA révisé et préparation rigoureuse de la clôture de l'exercice 2026.

LANCEZ-VOUS EN QUELQUES CLICS

FORMALISATION

monentreprise.win-expertise.net

Le portail dédié : soumettez votre demande et démarrez gratuitement l'immatriculation de votre société.

LE PORTAIL DU CABINET

win-expertise.net

Notre expertise et l'ensemble de nos solutions.

3.2 · NOS RECOMMANDATIONS AUX PROSPECTS ET PARTENAIRES

- **Ne restez pas dans l'informel** ni sous des statuts mal ficelés. Des statuts propres sont le sésame indispensable pour postuler aux financements.
- **Ne naviguez pas à vue** dans un environnement en pleine mutation : une direction financière (DAF) externalisée, agile et experte en structuration vous donne le cap.



Photo : Edison McCullen / Wikimedia Commons, CC BY 4.0

POINT DE VIGILANCE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

PAS DE CAC NOMMÉ ? UN DÉLIT PÉNAL

À la lumière du projet de loi adopté au Sénat qui renforce la répression des infractions aux Actes uniformes de l'OHADA, nous attirons l'attention des **gérants de SARL** et des **présidents de SAS** sur le **délit de non-nomination d'un commissaire aux comptes**.

SEUILS APPRÉCIÉS AU

31 DÉCEMBRE

CLÔTURE 2026

SARL · SAS

2 SEUILS SUR 3 = CAC OBLIGATOIRE

Dès que votre société dépasse à la clôture **deux des trois seuils légaux**, la convocation d'une assemblée pour nommer un CAC est une **obligation pénalement sanctionnée**.

> 125 M	> 250 M	> 50
total bilan (FCFA)	chiffre d'affaires (FCFA)	salariés

À FAIRE AVANT LA CLÔTURE 2026

Vérifiez vos seuils dès maintenant : contactez notre cabinet pour faire le point avant le 31 décembre.

CONTACTEZ LE CABINET WIN EXPERTISE CONSEIL

Votre expert-comptable et ses consultants vous apportent l'expertise et la rigueur indispensables pour transformer ces actualités en profits réels et sécurisés : **intégrer ces recommandations, commander un audit de conformité ou planifier un pré-diagnostic stratégique.**

15 MINUTES AU TÉLÉPHONE

Prenez rendez-vous

Choisissez le créneau qui vous convient directement sur l'agenda du cabinet.

ÉCRIVEZ OU APPELEZ

info@winexpertise-ci.com

Réponse sous 24 heures.

+225 27 24 32 22 13
+225 27 22 30 88 88
+225 07 88 88 53 53

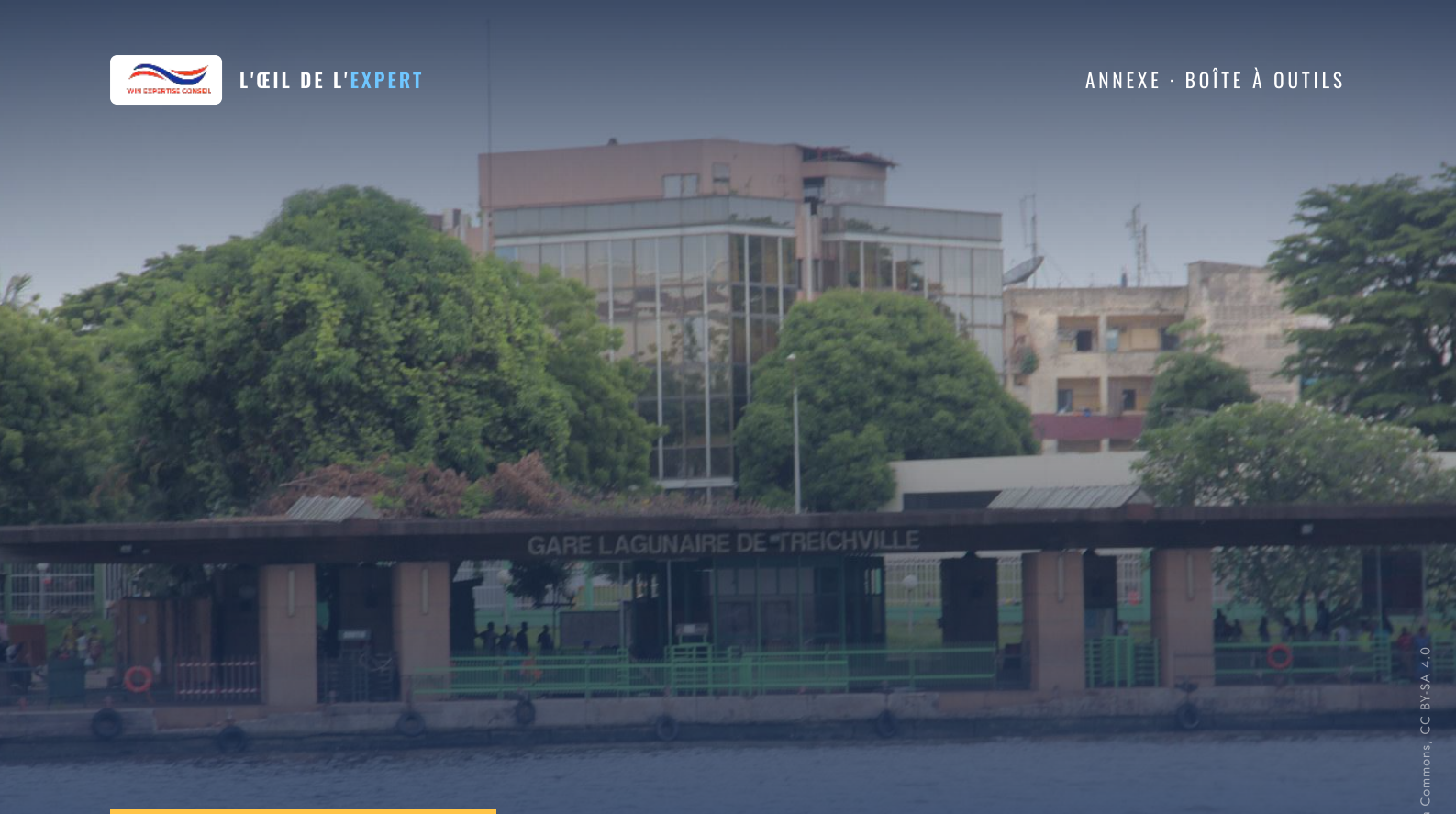


Photo : GuillaumeG / Wikimedia Commons, CC BY-SA 4.0

ANNEXE 1 · AGENDA ÉCONOMIQUE

LES RENDEZ-VOUS D'ABIDJAN, DU 16 AU 26 NOVEMBRE

Cette annexe réunit l'agenda des deux prochaines semaines, vos obligations fiscales, sociales, juridiques et comptables par régime et par forme juridique, les critères de nomination d'un commissaire aux comptes et les taux financiers à jour.

18 AU 22 NOV.
SIREXE 2026
Parc des expositions d'Abidjan

26 NOVEMBRE
Expertise Public Expo
Maison de l'entreprise, Plateau

DU 18 AU 22 NOVEMBRE 2026

SIREXE 2026, 2E ÉDITION

Parc des expositions d'Abidjan · focus sur le contenu local

Salon international des ressources extractives et de l'énergie.

26 NOVEMBRE 2026

EXPERTISE PUBLIC EXPO, 3E ÉDITION

Maison de l'entreprise, au Plateau

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DES SOCIÉTÉS COTÉES À LA BRVM ET PAIEMENT DE DIVIDENDES

NÉANT Aucune assemblée générale ni aucun paiement de dividendes annoncé pour la période.



Photo : abdallahh / Wikimedia Commons, CC BY 2.0

ANNEXE 2 · RÉGIMES FISCAUX

QUEL RÉGIME POUR VOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES ?

La Direction générale des impôts (DGI) classe les entreprises selon leur **chiffre d'affaires annuel toutes taxes comprises** (CA TTC).

TCE
Taxe communale de l'entreprenant
< 5 M
TVA : EXONÉRÉ

TEE
Taxe d'État de l'entreprenant
5 à 50 M
TVA : EXONÉRÉ

RME
Régime des microentreprises
50 à 200 M
TVA : HORS CHAMP, SAUF OPTION

RSI
Réel simplifié
200 à 500 M
TVA : ASSUJETTI 18 %

RNI
Réel normal
> 500 M
TVA : ASSUJETTI 18 %

Seuils en millions de FCFA de CA TTC annuel. Bornes exactes : 5 000 001, 50 000 001, 200 000 001 et 500 000 000 FCFA.

VOS OBLIGATIONS, RÉGIME PAR RÉGIME

RÉGIME	FISCAL & ÉCHÉANCES	COMPTABLE	SOCIAL (CNPS)
TCE / TEE	Taxe unique (forfait de 2 % à 5 %). Solde annuel à liquider en début d'exercice suivant.	Comptabilité de caisse simplifiée (registre des achats et des ventes).	Déclaration et paiement mensuels ou trimestriels, au plus tard le **15 du mois suivant**, si du personnel est employé.
RME	Impôt des microentreprises : 6 % du CA, ou 4 % avec un CGA ou un expert-comptable inscrit au Tableau ayant signé une convention avec la DGI. Calculé pour l'année, payé par **douzième chaque 10 du mois**. États financiers simplifiés au **30 mai**.	Système minimal de trésorerie (SMT) selon le SYSCOHADA.	Déclaration et paiement mensuels des cotisations salariales et patronales au plus tard le **15**.
RSI	TVA + ITS au **10, 15 ou 20 du mois**. Liasse fiscale annuelle au **30 mai**.	Comptabilité d'engagement complète et régulière.	Reversement des cotisations et de la DIS au plus tard le **15 du mois**.
RNI	Déclarations mensuelles au **10 ou 15 du mois**. Liasse fiscale au **30 juin**.	Bilan complet, compte de résultat, certification par un **commissaire aux comptes**.	Télédéclaration obligatoire, paiement au plus tard le **15 du mois**.

ANNEXE 3 · TAUX ET CALENDRIER

COMBIEN, ET QUAND DÉCLARER

TAUX D'IMPOSITION SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

RÉGIME	COMMERCE, NÉGOCE	SERVICES, PROFESSIONS LIBÉRALES	INDUSTRIE, TRANSFORMATION
TCE *CA < 5 M*	**2 %**	**2,5 %**	**2,5 %**
TEE *5 à 50 M*	**4 %** · 2 % avec CGA	**5 %** · 2,5 % avec CGA	**5 %** · 2,5 % avec CGA
RME *50 à 200 M*	**6 %** dans les trois secteurs · **4 %** avec un CGA ou un expert-comptable inscrit au Tableau des experts-comptables de Côte d'Ivoire		
RSI / RNI *> 200 M*	Impôt BIC, BNC ou IS : **25 %** du bénéfice · impôt minimum forfaitaire (IMF) : **2 %** au RSI, **0,5 %** au RNI · industrie : réductions fiscales possibles sur les investissements		

TCE, TEE et RME s'appliquent au CA TTC réalisé, ou au CA prévisionnel déclaré.

LE BON CALCUL · EXEMPLE

Un commerce au régime TEE réalise 30 millions de FCFA de chiffre d'affaires. Sans suivi, il paie 4 %. **Adhérent d'un CGA ou suivi par un expert-comptable, il paie 2 %** : l'économie couvre largement le coût d'une tenue comptable sérieuse.

À 4 % : 1 200 000 F

À 2 % : 600 000 F

600 000 F économisés par an

LE JOUR DE VOTRE DÉCLARATION MENSUELLE À LA DGI

10 DU MOIS — **Industrie** (régime réel) : déclaration de TVA, d'ITS et acomptes. Sans objet pour le commerce et les services.

15 DU MOIS — **Commerce** (entreprises individuelles, SARL) et **services** (hors pétrole et mines). Date limite des cotisations **CNPS**.

20 DU MOIS — **Sociétés anonymes** des trois secteurs : commerce, services et industrie.

Échéances le mois suivant la période déclarée.

ANNEXE 4 · SOCIAL ET COMPTABLE

CNPS ET SYSCOHADA, SECTEUR PAR SECTEUR

PÉRIODICITÉ CNPS SELON LA TAILLE ET LE SECTEUR

< 20

Services, startups
Déclaration et reversement au choix **trimestriels** (au plus tard le 15 du mois suivant le trimestre) ou **mensuels**, pour optimiser la trésorerie.

> 20

Commerce, grande distribution
Déclaration nominative des salaires (DIS) et paiement obligatoirement **mensuels**, avant le 15 du mois.

BTP

Industrie, BTP
Déclaration obligatoirement **mensuelle**. Taux accident du travail plus élevés en usine ou sur chantier.

Effectifs en nombre de salariés.

LE TAUX ACCIDENT DU TRAVAIL (AT) selon l'environnement de travail



LES OBLIGATIONS COMPTABLES IMPOSÉES PAR SECTEUR

COMMERCE

Inventaire physique des stocks **au moins une fois par an, au 31 décembre** : il est crucial pour calculer le coût d'achat des marchandises vendues au RSI et au RNI.

SERVICES

Suivi rigoureux des encaissements : la TVA est exigible **à l'encaissement** (sauf option pour les débits), alors que dans le commerce elle est due dès la livraison.

INDUSTRIE

Comptabilité de gestion ou analytique **fortement recommandée**, pour évaluer le coût de revient des produits finis.

Les régimes TEE et RME sont libératoires des impôts d'exploitation (patente, IS/BIC), mais **ne dispensent pas** l'entreprise de reverser les cotisations de ses salariés à la CNPS. Les cotisations se déclarent en ligne sur le portail employeur de la CNPS (cnps.ci).

ANNEXE 5 · ÉCHÉANCIER JURIDIQUE OHADA

DE LA CLÔTURE AU GREFFE : SEPT MOIS, CINQ DATES

Matrice de contrôle du cabinet, selon l'AUDSCGIE (droit des sociétés commerciales et du GIE) et l'AUDCIF (droit comptable et information financière).



FORME	OBLIGATION	QUI DÉCIDE	DÉLAI LÉGAL	BASE LÉGALE
Toutes formes	**Clôture de l'exercice**	Automatique	**31 décembre** (N)	Art. 7 AUDCIF
SA (avec CA), SAS	**Arrêté des états financiers** et rapport de gestion	Conseil d'administration, président	4 mois après la clôture (**30 avril** N+1)	Art. 140 & 848-1 AUDSCGIE
SARL	**Arrêté des états financiers** et rapport de gestion	Gérant(s)	4 mois après la clôture (**30 avril** N+1)	Art. 140 & 347 AUDSCGIE
SA, SARL, SAS	**Dépôt fiscal** des états financiers	Gérance, direction	**31 mai** N+1, ou **30 juin** au système normal	Code général des impôts
SA, SARL, SAS	**Convocation** de l'AGO	CA, gérant, président	Au moins **15 jours avant** l'assemblée	Art. 348, 516 & 853-3 AUDSCGIE
SA, SARL, SAS	**Tenue de l'AGO** d'approbation des comptes	Actionnaires, associés	6 mois après la clôture (**30 juin** N+1)	Art. 347 & 546 AUDSCGIE
Toutes formes	**Dépôt des comptes au greffe** (RCCM)	Représentant légal	Le mois suivant l'approbation (**31 juillet** N+1)	Art. 269 AUDSCGIE

PIÈCES AU CAC · J-45

États financiers arrêtés et rapport de gestion à disposition du CAC au moins 45 jours avant l'AG (art. 140 & 525 AUDSCGIE).

RAPPORTS DU CAC · J-15

Rapports général et spécial déposés au siège 15 jours avant l'AG (art. 288, 306, 442 & 547 AUDSCGIE).

APRÈS LE 30 JUIN

Demander par requête une **prorogation** au président du tribunal de commerce, sous peine de sanctions pénales.

ANNEXE 6 · MATRICE OHADA

DEVEZ-VOUS NOMMER UN COMMISSAIRE AUX COMPTES ?

SA Société anonyme

OBLIGATOIRE DÈS LA CRÉATION

Aucun seuil : un ou plusieurs CAC sont nommés dans les statuts ou par l'AG constitutive. **Sans appel public à l'épargne** : 1 titulaire et 1 suppléant. **Avec appel public à l'épargne** : 2 titulaires et 2 suppléants.

ART. 702 AUDSCGIE

SARL · SAS

2 SEUILS SUR 3

Obligatoire si deux des trois seuils sont franchis à la clôture. Mandat de 3 exercices. La SAS doit aussi en nommer un si elle contrôle ou est contrôlée par une autre société (art. 174).

> 125 M	> 250 M	> 50
total bilan	chiffre d'affaires	salariés permanents

ART. 376 (SARL) · 853-13 (SAS) AUDSCGIE

SNC Nom collectif

2 SEUILS SUR 3

Mêmes règles, avec des seuils financiers doublés. S'applique aussi aux sociétés de personnes quand la taille de l'activité le requiert.

> 250 M	> 500 M	> 50
total bilan	chiffre d'affaires	salariés permanents

ART. 289-1 AUDSCGIE

SCS Commandite simple

FACULTATIF

Aucun seuil de taille, aucune obligation prévue.

GIE

FACULTATIF

Sauf émission d'obligations. Guidé par le contrat de GIE ou décidé par les membres. · ART. 87

Montants en FCFA. Les seuils s'apprécient à la clôture de l'exercice.

LE DÉCRYPTAGE DE L'EXPERT-COMPTABLE ET DU CAC

LA MINORITÉ DE BLOCAGE

Même sous les seuils, des associés détenant **au moins 10 % du capital** d'une SARL ou d'une SAS peuvent demander en justice la nomination d'un CAC : une protection forte des minoritaires.

LA NOMINATION VOLONTAIRE

Rien n'interdit de nommer un CAC volontairement. Pour un financement du GUDE-PME ou une soumission aux marchés publics de l'ARCOP, c'est un **gage de transparence** qui rassure banques et État.

LE RISQUE PÉNAL MAJEUR

Ne pas provoquer la nomination d'un CAC quand la loi l'impose, ou l'empêcher d'exercer, est un **délit pénal** : amendes et peines de prison pour les gérants ou présidents.

ANNEXE 7 · LES CHIFFRES UTILES

SMIG, TVA, RETENUES : LES TAUX DE LA DGI

SMIG

75 000

FCFA par mois, pour 40 heures par semaine, depuis le 1er janvier 2023.

NOTE DE CONFORMITÉ

Les déclarations et les reversements de vos retenues à la source se **télédéclarent obligatoirement chaque mois** sur e-impôts, l'application de la DGI Côte d'Ivoire (e-impots.gouv.ci).

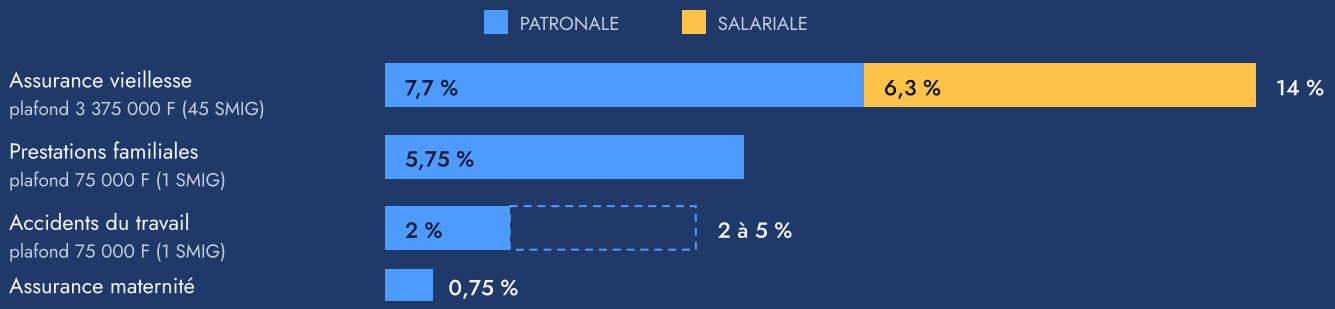
IMPÔT, TAXE, RETENUE	TAUX	BASE DE CALCUL, OBSERVATIONS
TVA, taux normal	18 %	Chiffre d'affaires hors taxes des biens et services.
TVA, taux réduit	9 %	Produits agricoles transformés, intrants d'élevage.
RAS, prestataires non-résidents (BNC)	20 %	Sommes brutes versées aux personnes sans installation en Côte d'Ivoire.
RAS, secteur informel	2 %	Sommes payées par les entreprises du réel aux prestataires non immatriculés.
RAS, sommes versées aux résidents	7,5 %	Honoraires ou prestations versés à des résidents non professionnels.
RAS, dividendes (IRVM)	12,5 %	Retenue sur les distributions de bénéfices.
Foncier, habitation bâtie	3 à 6 %	Sur la valeur locative (4 % si le logement est vacant).
Foncier, professionnel bâti	10 à 15 %	Locaux commerciaux ou industriels (15 % pour les sociétés).
Foncier, terrain nu	1,5 à 3 %	Terrains non bâtis, selon l'estimation de la valeur locative.
IS / BIC	25 %	Bénéfice net des entreprises au régime réel.
IS / BIC, télécoms et TIC	30 %	Bénéfice net des grandes entreprises de communication.
BNC	25 %	Revenu net déclaré des professions libérales.
IMF	0,5 %	Chiffre d'affaires TTC, avec un minimum de 3 000 000 FCFA.
TEE	4 ou 5 %	4 % commerce, 5 % prestations et industrie, pour un CA TTC de 5 000 001 à 50 000 000 FCFA ; 2 % ou 2,5 % avec un CGA ou un expert-comptable. Impôt global libératoire.
RME	6 ou 4 %	Pour un CA TTC de 50 000 001 à 200 000 000 FCFA ; 4 % avec un CGA ou un expert-comptable, 6 % par défaut. Impôt global libératoire.

ANNEXE 8 · COTISATIONS ET COÛT DE L'ARGENT

CNPS, BCEAO : LES TAUX AU 13 NOVEMBRE

LES COTISATIONS SOCIALES CNPS

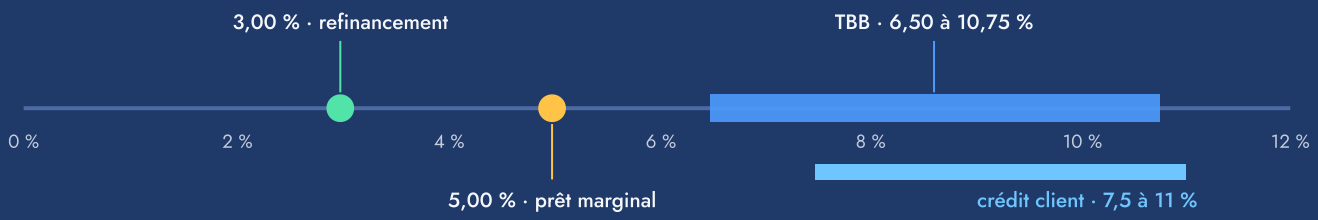
plafonds indexés sur le SMIG (75 000 FCFA)



Seule l'assurance vieillesse comporte une part salariale. Longueur des barres proportionnelle aux taux.

MARCHÉ MONÉTAIRE : LA BCEAO ET LE COÛT DE L'ARGENT

Face à une inflation maîtrisée (0 %) et pour soutenir la croissance, la BCEAO a assoupli sa politique monétaire.



REFINANCEMENT · 3,00 %

Le taux auquel les banques achètent de la liquidité à la BCEAO lors des appels d'offres hebdomadaires.

PRÊT MARGINAL · 5,00 %

Le « taux d'urgence » : le plafond auquel une banque emprunte si l'appel d'offres ne suffit pas.

TAUX DE BASE BANCAIRE

Le plancher facturé avant marge. Le client final paie souvent **7,5 % à 11 %**, selon son dossier.

ANNEXE 9 · MARCHÉ FINANCIER

LA BRVM ET CE QUE RAPPORTE VOTRE ÉPARGNE

Le Bulletin officiel de la cote (BOC) de la BRVM du 13 novembre 2026 reflète l'état de l'investissement à long terme à Abidjan.

6,75 %
Rendement moyen : dividendes bruts rapportés au cours de l'action, sur les 48 sociétés cotées.

6,82 %
Rentabilité moyenne : le dividende plus la hausse du cours sur l'année.

16,71
PER moyen : les sociétés cotées valent 16,71 fois leur bénéfice net annuel.

5,70–6,55 %
Marché obligataire : intérêt annuel fixe des titres d'État, sur 5 à 15 ans.

Plus le PER est bas, plus le marché est considéré comme bon marché à l'achat.

LE LIEN MÉCANIQUE ENTRE BCEAO ET BRVM

1 — LA BCEAO BAISSE SES TAUX
Passage à 3,00 % : l'argent devient moins cher pour les banques.

→

2 — LES BANQUES SUIVENT
Elles réduisent, lentement, le coût des crédits aux entreprises et aux particuliers.

→

3 — LES OBLIGATIONS RAPPORTENT MOINS
Les nouvelles émissions d'État sont un peu moins rémunératrices.

→

4 — LES ACTIONS ATTIRENT
Les investisseurs cherchent les rendements autour de 6,7 à 6,8 % : le volume de la bourse augmente.

POUR LE TRÉSORIER D'ENTREPRISE

Excédent de trésorerie à court ou moyen terme : privilégiez les valeurs résilientes de la semaine, liées à la consommation courante (Solibra CI) ou aux dividendes bancaires solides (BICICI) (voir page 8).

Placement à horizon long et revenu fixe : les obligations d'État rapportent 5,70 % à 6,55 % par an, sur des durées de 5 à 15 ans.

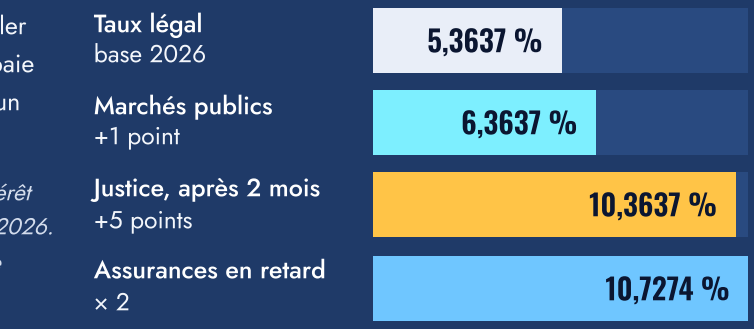
Ce comparatif est indicatif : il ne constitue pas un conseil en investissement. Le cabinet étudie chaque situation avant toute recommandation.

ANNEXE 10 · TABLEAU PRATIQUE

TAUX D'INTÉRÊT LÉGAL 2026 : 5,3637 % PAR AN

Le taux de pénalité officiel fixé par la loi. Il sert à calculer les intérêts dus quand une personne ou une entreprise paie en retard une somme fixée par une décision de justice, un contrat ou une facture.

Loi n°2014-811 du 16 décembre 2014 relative au taux de l'intérêt légal ; arrêté n°0012/MEFB/DGTCP/DECFinEx du 13 février 2026. Taux unifié chaque année par la BCEAO pour les huit États de l'UEMOA.



DOMAINE	RÉFÉRENCE JURIDIQUE	IMPACT PRATIQUE	ACTION RECOMMANDÉE
Décisions de justice *litiges commerciaux, inexécution, recouvrement*	Art. 1153 du Code civil ivoirien : le retard de paiement d'une somme ne donne droit qu'aux intérêts fixés par la loi.	Condamnation majorée de **5,3637 %** par an, puis **10,3637 %** si elle n'est pas payée sous 2 mois.	Activer l'exécution forcée par un commissaire de justice (ex-huissier) **dès le 61e jour**, pour capter les intérêts majorés.
Retards B2B *comptes clients, recouvrement*	Art. 291 de l'Acte uniforme OHADA (AUDCG) : droit du vendeur à des intérêts moratoires.	Barème appliqué par défaut si vos contrats ne prévoient rien.	Rédiger des **CGV strictes** qui imposent votre propre taux (par exemple 3 fois le taux légal).
Marchés publics	Art. 142 du Code des marchés publics : intérêts moratoires sur les prestations réalisées, pas sur les avances.	Taux légal + 1 point : **6,3637 %**.	Suivre les paiements des prestations réalisées.
Assurances *sinistres auto, accidents, RC*	Art. 231 à 240 du Code CIMA : offre hors délai = intérêts au double du taux légal.	Indemnités majorées à **10,7274 %**.	Mettre l'assureur en demeure dès le dépassement des délais.
Agios, découverts	Dispositif prudentiel BCEAO et loi uniforme sur l'usure (UMOA) : TEG plafonné au taux de l'usure.	Protège contre les taux d'intérêt usuraires.	Faire **auditer vos agios** par nos experts pour vérifier leur légalité.

Pour adapter ces données à votre modèle d'affaires, **WIN Expertise Conseil vous propose d'analyser votre situation**.



Photo : Edison McCullen / Wikimedia Commons, CC BY 4.0

WIN EXPERTISE CONSEIL

L'ALLIÉ DE VOTRE GOUVERNANCE FINANCIÈRE

Devenez partenaire du cabinet pour bénéficier d'une **direction administrative et financière (DAF) externalisée de haut niveau** et sécuriser vos investissements.

RENDEZ-VOUS
15 minutes
pour un premier échange

LE CABINET
win-expertise.net
expertise et solutions

CRÉER SA SOCIÉTÉ
monentreprise
.win-expertise.net

COURRIEL · RÉPONSE SOUS 24 H
info@winexpertise-ci.com

TÉLÉPHONE
+225 27 24 32 22 13
+225 27 22 30 88 88
+225 07 88 88 53 53

RÉSEAUX
LinkedIn : WIN Expertise Conseil
Facebook · TikTok :
@win.expertise.cons
LinkedIn : Tiéba Ibrahim
COULIBALY

LIENS UTILES CITÉS DANS CETTE NOTE

[1] Bulletin officiel de la cote BRVM du 13 novembre 2026 : bfin.brvm.org

[2] Direction générale des impôts : dgi.gouv.ci · télédéclaration : e-impots.gouv.ci

[3] CNPS, portail employeur : cnps.ci · BCEAO : bceao.int

[4] GUDE-PME : gudepme.ci

Photos : Wikimedia Commons — Willy Stephane Awaho (CC BY 2.0), Dadrik (CC BY-SA 4.0), Magharebia (CC BY 2.0), Bc laprod (CC0), Kruglovsasha (CC BY-SA 3.0), Alex Sirac (CC BY 4.0), Zenman (CC BY-SA 3.0), Kaedma (CC BY 4.0), Hanay (CC BY-SA 3.0), Chuck Moravec (CC BY 2.0), Georges Hermann Njiale Njiale (CC BY-SA 4.0), GuillaumeG (CC BY-SA 4.0), Edison McCullen (CC BY 4.0), abdallahh (CC BY 2.0). Portrait : Ordre des experts-comptables de Côte d'Ivoire (oec.ci). Les calculs signalés « calcul de la rédaction » sont dérivés des chiffres de la note.